



VOLUME XVI.—No. 18.

OTTAWA, ONT., FEVRIER 1913.

Abonnement, \$1.00 par an

## Au secours de la terre !

### Économie rurale.

On se plaint du coût excessif de la vie. Il y a de quoi. Les denrées alimentaires sont d'un prix exorbitant. C'est à se demander comment s'y prend l'ouvrier pour établir son modeste budget. Il est vrai que la main-d'œuvre ne se donne pas non plus. Reste à savoir si cette tension économique toujours plus ardente d'année en année n'est pas le signe avant-coureur d'une crise terrible.

Pour guérir un mal, il faut en faire disparaître la cause. Le malaise dont commence à souffrir le pays, et qui se manifeste par une augmentation excessive du coût de la vie, a pour cause principale et primordiale la désertion des campagnes. Consulter les chiffres du dernier recensement, c'est constater que la population rurale, durant les dix dernières années, a augmenté de 7 pour cent seulement, tandis que la population urbaine a augmenté de 62 pour cent. Il y a même des provinces, telles la Nouvelle-Ecosse et l'Ontario, où, en dépit d'une augmentation notable de la population urbaine, la population rurale a diminué sensiblement.

Les lois économiques, comme d'ailleurs les lois morales, sociales et naturelles, se vengent de l'orgueil qui les méprise. Vouloir établir, sur d'autre base que sur une florissante exploitation du sol, la prospérité matérielle, voire même sociale et morale d'un pays, c'est se heurter à l'impossible.

Que l'agriculture manque de bras, il n'y a pas matière à surprise. La vie facile et brillante des villes, vue à travers le prisme trompeur de l'éloignement, de l'amour du confort et de la soif des plaisirs, fascine les jeunes gens dont les parents eux-mêmes, par un singulier travers de l'esprit humain, s'appliquent à ne voir que le beau côté de la vie urbaine et que le mauvais de la vie rurale.

Il y aura toujours exode de la population de la campagne à la ville. Mais, il faut aviser aux moyens d'empêcher cette immigration d'atteindre des proportions alarmantes.

Pour river la population rurale à la terre natale, il faut rendre la culture du sol payante par l'amélioration des vieilles méthodes, et faire la vie plus agréable aux gens de la campagne.

L'établissement de nombreuses fermes-modèles, où l'agriculteur puisse s'initier lentement à la pratique raisonnée de son art, soit par des conférences, soit par des expériences, d'une part; la création dans

tous les centres ruraux de sociétés coopératives propres à faciliter la conversion en espèces des produits de la terre, d'autre part, tels sont les moyens susceptibles d'endiguer le flot se déversant vers les villes. Quand le cultivateur canadien saura faire de la culture intensive; quand, par la coopération, il pourra établir à proximité de son bien, des industries rémunératrices; quand l'amélioration des moyens de transport lui donnera un accès facile aux marchés des villes, il aimera son métier de laboureur et le fera aimer de ses enfants. Par contre, si les gouvernements ou la classe dirigeante laissent l'agriculture languir dans les vieux procédés, l'habitant trouvera la vie de plus en plus pénible et laissera ses fils prendre le chemin de la ville. Le coût de la vie augmentera toujours.

Les sociétés coopératives seront à l'agriculture, ce que les caisses populaires sont à l'épargne. L'industrie laitière est florissante aujourd'hui, grâce aux syndicats coopératifs qui en font l'exploitation. Pourquoi n'en serait-il pas ainsi de l'industrie des conserves de toutes sortes?

Pourquoi ne pas suivre l'exemple des pays européens, où la coopération a accompli des prodiges? En France et en Belgique notamment, la formation de syndicats ruraux a produit des résultats magnifiques. Non seulement elle a permis aux petits producteurs de soutenir la concurrence étrangère, mais encore elle les a mis en mesure d'assurer la stabilité économique du pays. Pour avoir donné plus d'attention à l'industrie et au commerce qu'à l'agriculture, l'Angleterre et l'Allemagne ont maille à partir avec le paupérisme. La paix armée est chose irrévocable puisque le pacifisme est une utopie. Dans cette guerre, qui se fait à coups de millions, le dernier mot restera au pays qui, par la culture du blé et l'élevage du bétail, aura conquis un immense avantage sur ses concurrents. Quand on n'a pas de quoi à se mettre sous la dent, les engins de guerre ne servent plus à grand'chose.

La coopération est un puissant facteur de développement agricole et industriel. Elle repose sur un vieil axiome: l'union fait la force. Son éloge n'est plus à faire, après les tours de force qu'elle a accomplis dans le domaine de l'assurance-vie, de la mutualité, de l'épargne, de l'exploitation des ressources industrielles et commerciales. Il faut, à présent, l'amalgamer à l'agriculture. Par tempérament, le cultivateur est un peu routinier; par prudence, il craint de risquer son avoir dans un essai. L'esprit d'association développera en lui l'initiative.

L'équilibre économique d'un pays dépend d'un actif développement agricole. C'est là le pivot de la prospérité industrielle, la pierre angulaire de l'édifice sociale, la sauvegarde du sens religieux et moral du peuple.

Le Canada doit être un pays agricole par excellence, s'il veut que le vingtième siècle, selon la prédiction de l'un de ses plus illustres fils, soit "le sien".

CHARLES LECLERC.